

CIBLE

Amour

La campagne de Nicolas Sarkozy tournait en rond et le candidat avait le souffle court car les thèmes de l'actualité (Airbus, notamment) n'avaient pas été prévus par les rédacteurs des argumentaires de campagne.

En annonçant la création d'un « ministère de l'intégration et de l'identité nationale », le candidat de l'UMP attire l'attention sur lui et tente de mettre l'immigration dans le débat électoral, alors que c'est le chômage qui angoisse les Français.

Répétant l'erreur commise face à Jean-Marie Le Pen les rivaux du ministre de l'Intérieur ont mordu à l'hameçon. Ils s'indignent, ravis d'étaler leur bonne conscience. Mais c'est Nicolas Sarkozy qui ramasse la mise, dans cette partie de cartes biseautées.

Il aurait mieux valu traiter l'effet d'annonce par la dérision. Demander, par exemple, la création d'une Commission d'Évaluation de l'Amour, puisque le ministre de l'Intérieur demande à ceux qui n'aiment pas la France de la quitter.

Il faudra commencer par évaluer les démagogues, qui déclarent leur amour du peuple pour mieux le berner. Jacques Chirac fut orfèvre en cette matière ignoble.

AÉRONAUTIQUE

L'euro détruit Airbus

Colonies

**Vérités
historiques**

p. 6-7

Idées

**Identité
nationale**

p. 9

Une forme méconnue de communautarisme ?

Henry Barvaux, citoyen belge et juriste confirmé, a déjà plusieurs fois dans nos colonnes analysé le devenir de la Belgique et nous a fait partager ses inquiétudes. Aujourd'hui il dénonce un impôt « dislocateur » et nous montre les limites juridiques de la fragmentation fédérale.

En Belgique, la marche vers l'autonomie des entités fédérées est un fait historique avéré et en évolution constante. Les apprentis sorciers qui peuplent le parlement fédéral et les assemblées régionales perdent toutefois de vue qu'ils se sont soumis à une autre logique que leurs fantasmes, et il s'agit de la législation européenne.

La région flamande a promulgué le 1^{er} février 2002 un décret qui organise un régime de report du droit d'enregistrement sur les mutations immobilières.

Le droit d'enregistrement est un impôt indirect qui prend pour assiette la valeur vénale des immeubles lors de leur vente. Devant la croissance de la mobilité du travail - qui entraîne la mobilité du domi-

cile - la région flamande a imaginé - ce qui, sur le plan intellectuel, n'est pas choquant - un système qui permet l'imputation sur le montant du droit payé lors de l'acquisition d'un logement, du droit payé par la même personne lors de l'acquisition de son logement précédent.

Toutefois, aveuglée par la logique de la dislocation de l'État fédéral (1), la Flandre a réservé cet avantage fiscal aux déplacements de logements à l'intérieur de son territoire, en d'autres termes l'avantage n'est pas accordé lors des déplacements de logements depuis les autres régions (Bruxelles, Wallonie) qui constituent le royaume fédéral de Belgique. Ce faisant, elle a perdu de vue le droit européen.

Les articles 39 et 43 du Traité ne permettent pas les

entraves à la libre circulation des travailleurs ni au droit d'établissement, sur tout le territoire de l'Union européenne.

Dans son arrêt du 18 janvier 2007 (2), la *Cour de Justice des Communautés Européennes* a condamné le royaume de Suède qui avait conçu un système d'exonération de la taxation des plus-values réalisées lors de la vente d'un logement s'il y a l'acquisition d'un logement de remplacement, mais exclusivement si ce dernier se situe sur le territoire suédois.

Non seulement la Cour a considéré que le royaume de Suède avait violé le droit européen, mais concomitamment, la Commission a adressé le 8 janvier 2007 une mise en demeure au royaume de Belgique pour dénoncer la législation de la Flandre, parce

qu'elle crée un avantage inaccessible aux personnes venant d'un autre État membre (a fortiori, dirons-nous avec un sourire triste, aux personnes venant de Bruxelles ou de Wallonie).

D'ailleurs la Cour avait déjà rappelé que la protection européenne s'étendait aux personnes non économiquement actives (3) en vertu de l'article 18 du Traité, dans une cause opposant une retraitée au Portugal.

Cette jurisprudence est intéressante dès lors qu'elle confirme la schizophrénie des pouvoirs politiques dans l'Union : d'une part les politiques adoptent avec enthousiasme des traités qui transforment l'Union en territoire homogène, d'autre part ils succombent à la tentation d'adopter des mesures nationales (Suède) ou régionales (Belgique) qui établissent le contraire, dans un esprit de communautarisme égoïste.

Puissent les médias ouvrir les yeux et cesser de s'obnubiler avec le communautarisme ethnique et le communautarisme religieux. La véhémence communautariste est infiniment plus polymorphe.

Puissent mes amis français distinguer jusqu'où ils pourront légiférer vis-à-vis de la Corse.

Henry BARVAUX

(1) Voir *Royaliste* n° 887, « La Belgique ou l'État évaporé ».

(2) Affaire C-104/06.

(3) Arrêt du 26 octobre 2006.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : HENRI BARVAUX

SOMMAIRE : p.2 : Une forme méconnue de communautarisme ? - p.3 : Deux doux délires - Quand Sarkozy refait l'euro - p.4 : Piégé dans l'enfer euro-libéral - p.5 : Guerre des étoiles II - p.6/7 : En finir avec la repentance coloniale - p.8 : Pensée sur la Chine - Renaissance de la Russie - p.9 : La France selon Max Gallo - p.10 : Et vous trouvez ça drôle ? - Journaliste en campagne - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Pédagogie républicaine.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Deux doux délires

Quand les vrais chiffres du chômage sont officiellement faux et statistiquement incompréhensibles, quand les résultats fallacieux des sondages sont tenus pour véridiques, qu'en pensent les vraies gens ?

Ayant pris deux cachets d'aspirine et sachant que les statistiques du chômage pour 2006, habituellement publiées en mars, ne seront communiquées qu'en septembre, plusieurs interprétations sont possibles :

- d'un point de vue politique, nous sommes incités à accuser le gouvernement de mensonge : les chiffres sont mauvais, il reporte la mauvaise nouvelle après les élections. Ce raisonnement est populiste : le gouvernement assure que le chômage a baissé, sans connaître les résultats définitifs. Dominique de Villepin est tout simplement un devin !

- d'un point de vue philosophique, il nous est donné à penser le paradoxe fécond de la docte ignorance : nous savons que nous ne savons pas. Nous pouvons donc voter en confiance pour ceux qui ont le savoir du non-savoir, autrement dit pour ceux qui, étant au pouvoir, proclament la baisse du chômage ;

- d'un point de vue statistique, il nous faut entrer dans la dialectique du vrai-faux qui se joue en trois temps :

- 1) L'*Insee* estime publiquement que 9,8 % est le vrai taux du chômage pour 2006, ce qui démontrerait que le chômage n'a pas diminué.

- 2) Cette estimation officielle n'est pas une *publication officielle* mais une *restitution statistique* selon les termes employés par Stéphane Lollivier,

qui occupe la très officielle fonction de directeur des statistiques de l'*Insee*.

- 3) Le vrai pourcentage pourrait donc être faux (sans que le gouvernement soit pour autant dans le vrai) car M. Lollivier avoue qu'il *ne sait pas analyser les non-réponses* quand une *enquête emploi* a lieu en période de reprise d'activité. Mais le statisticien de l'*Insee* admet que sa collègue de la *Dares* sait le faire, ce maudit calcul. Donc le vrai-faux chiffre pourrait être vrai - et le gouvernement avoir faux.

Le match *Insee-Dares* se joue donc sur l'interprétation des non-réponses, en d'autres termes sur l'essence de silences qui sont lourds de sens.

Les états-majors des candidats sont confrontés au même problème du vrai-faux résultat. Les sondages qui *donnent* les positions respectives de Nicolas, Ségolène et François sont faux puisqu'on lit dans les journaux que la moitié des électeurs n'ont pas fait leur choix. Ces chiffres fallacieux sont tenus pour véridiques et créent une vraie panique à droite et à gauche, qui provoque de vrais changements de tactique qui peuvent entraîner de véritables bouleversements dans les rapports de force.

Pour calculer l'issue de la bataille, il suffit de croiser les vrais-faux chiffres du chômage avec les faux-vrais chiffres des sondages.

Vous reprendrez bien deux aspirines ?

Colonel SPONZ

Quand Sarko refait l'euro

Une accumulation de fanfaronnades peut emballer des auditoires conquis d'avance. Elle ne résiste pas à l'examen de l'écrit : le bon sens n'y est que lapalissades.

Mardi 6 mars, Cormeilles-en-Parisis. Discours de Nicolas Sarkozy, impeccable : comme toujours, avec ses raisonnements simples, il passe bien.

Mais qu'est-ce qu'il passe ? Du n'importe quoi, dans le désordre des fausses évidences :

- **Sarko-Pythie** : « ... à force de confondre l'euro et la manière dont il est géré, ont va détourner de l'Europe, qui est une grande idée, un nombre sans cesse croissant de nos compatriotes... ».

- C'est fait depuis bientôt deux ans ! On a détourné de l'Europe de la Commission et de la BCE les Français qui ont voté *Non* au référendum de 2005. Qui, on ? MM. Chirac, Sarkozy et Hollande et toute la gouvernance qui confond l'Europe avec la gestion ultralibérale.

- **Sarko-Techno** : « ... nous n'avons pas fait l'euro pour avoir moins de croissance que ceux qui sont à l'extérieur de la zone euro ».

- Entourloupe ! Les conditions de la moindre croissance ont été posées par ceux qui ont accepté que la Banque centrale européenne soit indépendante et que son objectif prioritaire soit la lutte contre l'inflation. Les avertissements n'ont pas manqué. Nicolas Sarkozy et les autres ne les ont pas écoutés : ils voulaient la compression maximale des salaires pour plaire au patronat, ils en ont les conséquences.

- **Sarko-Ma non tropo** : « Je proposerai à nos parte-

naires européens, si je suis élu, que la politique de surévaluation de l'euro, qui accélère la désindustrialisation de l'Europe, soit abandonnée pour être mise au service de l'emploi et de la croissance ».

- Mais quels partenaires ? Le Conseil européen ? Le Conseil des ministres des finances ? L'Eurogroupe ? La BCE ? Même si le nouveau président français ralliait tous les États à une politique de dévaluation, nul doute que M. Trichet l'enverrait paître. Il faut donc que le candidat nous dise s'il est prêt à une épreuve de force avec certains de nos partenaires. Sinon, c'est pure tartarinade.

- **Sarko-Farceur** : « On peut quand même être Européen convaincu et se demander pourquoi ce que font les Américains avec le dollar [...], pourquoi ce qu'on fait les Japonais avec le yen, [...], les Chinois avec le yuan, [...], les Anglais avec la livre sterling au service de la croissance et de l'emploi nous n'aurions pas le droit de le faire avec l'euro ? ».

- Tout simplement parce que, au contraire de l'euro, le dollar, le yen, le yuan et la livre sterling sont des monnaies nationales, émises par des États qui décident souverainement de leur politique monétaire.

Quand Tartarin de Sarkozon refait l'euro, sa conclusion implicite est qu'il faut le défaire. Bravo, l'artiste !

Sylvie FERNOY

Piégé dans l'enfer euro-libéral

Suppression de 10 000 emplois pour sauver Airbus. M. Louis Gallois, son président, déclare que la principale faiblesse d'Airbus réside dans la faiblesse du dollar face à l'euro.

« **T**richet : *Les crimes de l'euro cher* », « *BCE la politique de la terreur* » écrivions-nous dès décembre 2005 (1). La liste des souffrances sociales s'allonge qu'un euro-libéralisme militant ne fait qu'accroître !

Airbus, symbole vivant de l'union des Français et des Allemands, ne pourrait pas naître dans l'Europe gouvernée par la BCE et les impératifs d'équilibres budgétaires d'une part et de *concurrence libre et non faussée* d'autre part.

Un acte de naissance volontariste impossible à recréer en l'état.

Airbus, filiale de EADS à 100 %, 34 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2005, 55 000 emplois, est l'un des grands symboles de la réussite de la politique industrielle française, allemande puis européenne.

Créé en 1970, Airbus se constitua sous la forme d'un consortium de constructeurs aéronautiques européens comprenant l'Aérospatiale (France) et la Deutsche Airbus (Allemagne). Les Britanniques conservaient la sous-traitance des ailes et dès 1972, CASA (Espagne) joignit le consortium pour développer l'Airbus A300. Le premier carnet de commandes tenait en une ligne : six avions pour Air France, qui s'était laissé forcer la main. En 1974, quatre avions étaient livrés.

Que de persévérance il a fallu pour que Boeing qui qualifiait Airbus de *quantité négligeable* reconnaisse que c'était devenu une *préoccupation croissante* - Airbus venait d'arriver en finale d'un appel d'offre d'une compagnie californienne pour dix avions en 1976. En mars 1977, Eastern Airlines, un des plus gros transporteurs domestiques des États-Unis, achète vingt-trois avions européens après une bataille serrée. Les Américains sont vaincus sur leur propre marché, c'est le début d'une aventure éclatante. En 2006, pour la quatrième année consécutive Airbus a livré plus d'avions que Boeing (434).

Airbus n'est pas la création consensuelle de la majorité des pays composant l'Union Européenne. Airbus est, au contraire, le brillant résultat d'une action politique révolutionnaire qui a pris sa source avec le Concorde (de Gaulle).

Les blessures de Airbus : un avion en retard et un euro trop fort

Le retard pris par la sortie du très gros porteur A380 a engendré un trou de 5 milliards d'euros qui manquent pour financer le développement du nouvel avion géant A350 destiné à concurrencer le 787 Dreamliner de Boeing. Le plan social présenté dans le plan de sauvegarde *Power 8* a pour finalité d'assurer ce financement d'ici 2010.

Airbus souffre de ce que son chiffre d'affaires est libellé en

dollar, alors que ses coûts de personnel, dont les deux tiers travaillent en France et en Allemagne, sont majoritairement payés en euros. Or, comme le signale Christine Lagarde, ministre du Commerce extérieur, le 1^{er} mars, le dollar est « *clairement sous-évalué* » par rapport à l'euro.

Lors de la création de l'euro en janvier 1999, ce dernier valait 1,18 dollar. Il est supérieur à cette parité depuis décembre 2003 pour s'établir en moyenne annuelle à plus de 1,24 dollar depuis 2004. Rien ne permet d'envisager le retour à la parité d'origine du fait notamment de la persistance de l'abyssal déficit de la balance des paiements américaines qui fragilise le dollar et de la politique d'un euro fort conduite avec fanatisme par la BCE dans sa politique de taux élevés, régulièrement remontés pour lutter contre une imaginaire inflation.

Le suicide de la pensée euro-libérale

Les freins politiques institutionnels européens sont majeurs. D'un côté, les États doivent respecter la limite de 3 % du déficit de leur budget par rapport au PIB, d'un autre côté, les États-Unis, qui *bénéficient d'un véritable protectionnisme par la monnaie*, ont menacé l'OMC et l'Union Européenne de dénoncer toute subvention illégale que préfigurerait tout financement des gouvernements à destination de l'A350. En clair, aucun État européen ne peut se permettre d'investir massivement

dans un projet industriel de quelque nature que ce soit par la double contrainte des respects de *l'équilibre budgétaire* et de la *libre concurrence*.

C'est pourquoi nous n'accordons aucun crédit aux vœux de politique industrielle, en général et sur Airbus en particulier, tenus par les hérauts du *Oui du Traité Constitutionnel Européen*. Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Ségolène Royal faisant fi de l'expression du suffrage universel renouvellent en effet dans leurs programmes présidentiels leur volonté de passer, en force, ce Traité rejeté démocratiquement par les Français.

Stabilité des prix ou plein emploi ?

La politique de la BCE, instance suprême de l'Europe, a pour mission première la stabilité des prix et non le plein emploi.

Pour mémoire, le *Traité Constitutionnel* voulait donner encore plus de poids à la BCE qui devait figurer en tant que *principe directeur pour l'Union*. Le maintien de la stabilité des prix, donc d'un euro fort, constituait *l'objectif principal* du système européen de banques centrales (art. I-30,2) et de la politique monétaire de l'Union (art. III-177) : « *Aux fins de l'article I-3, l'action des États membres et de l'Union comporte [...] l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres [...]. Cette action des États membres de l'Union implique le respect des principes directeurs suivants : prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable* ».

Il est mensonger de penser construire une politique industrielle dans ce carcan de pensée idéologique. Il est également nécessaire de repenser l'Europe industrielle, la grande oubliée des trois *grands* candidats à l'élection présidentielle. Sauvons Airbus, nos industries, nos régions, nos emplois !

Jean LATOUR

(1) *Royaliste* n° 869 et *Royaliste* n° 871.

Guerre des étoiles II

Le déploiement en Europe par les Américains d'un système antimissile risque d'être un facteur important de division entre Européens.

Alors que l'effet irakien tend à s'estomper et que, peu à peu, les Européens qui avaient suivi les Américains retirent leurs forces et quittent la Coalition, un nouvel élément de division survient qui risque de reconstituer à peu près les mêmes lignes de partage entre vieille et nouvelle Europe. L'initiative une nouvelle fois vient de Washington qui a ouvert des pourparlers officiels avec la Pologne et la République tchèque, tendant à installer sur leur territoire un site de défense antimissile. La Pologne accueillerait un silo de dix missiles antimissiles, les Tchèques un radar.

Les Russes se sentent visés. Poutine à Munich le mois dernier a évoqué une nouvelle course aux armements. Ses arguments semblent largement factices. En effet un missile antimissile ne contient pas de matériel offensif mais est simplement une cible provoquant la collision avec le véritable missile d'attaque. Américains et Russes possèdent de toute façon suffisamment de

missiles, en dépit des accords de réduction, que dix de plus ne changeraient rien à l'équilibre. En revanche, là où le bât blesse est que la stratégie antimissile affaiblit la logique traditionnelle de la dissuasion. Mais ceci vaut pour l'Europe plus que pour la Russie. Celle-ci est libre en effet de déployer son propre système, mais la sécurité de l'Europe repose, elle, entièrement sur la valeur de la dissuasion et donc la destruction mutuelle assurée.

Washington prétend que le déploiement de ces éléments sur le sol européen protège de facto les pays européens. Or ceux-ci étaient déjà supposés être protégés par le parapluie américain à travers l'Alliance atlantique. En réalité, la dissuasion suppose une marge d'incertitude, raison pour laquelle le général de Gaulle avait choisi de doter la France de l'arme atomique.

Washington rétorquera que si cela vaut ou valait contre la Russie, partenaire stratégique dans le jeu de la dissuasion, il n'en va pas ainsi d'États dits voyous. Et de citer l'Iran, auquel le Premier ministre tchèque vient d'ajouter le Hezbollah, on se demande bien pourquoi. D'abord rien ne dit que l'Iran, même doté de missiles, ne se comporte pas comme tout autre acteur de la dissuasion. Ensuite, il resterait à démontrer que la localisation suggérée soit optimale par rapport à ladite

menace. Moscou a beau jeu de penser que son territoire serait mieux situé. Un général américain de l'Otan vient de le confirmer en parlant du Caucase.

Enfin, il faudrait encore savoir si la mise en place d'un tel système est la meilleure façon de traiter avec l'Iran. Moscou ne partage pas ce point de vue et privilégie la coopération et le dialogue.

Maintenant il faut analyser les conséquences sur l'Europe elle-même. Quelles que soient les réponses apportées aux précédentes questions, l'intérêt de l'Europe est-il de servir de théâtre intermédiaire, comme au temps de la guerre froide, entre les belligérants potentiels ? Les ministres de la Défense en ont parlé pour la toute première fois début mars dans le cadre des journées de rencontre informelle des ministres de l'Union, certains pensant même que l'Union n'était pas compétente et que l'Otan était le seul cadre d'échanges sur la question. Alors pourquoi Français, Anglais et Allemands se sont tellement évertués à parler avec Téhéran de son programme nucléaire si au bout du compte les Américains savaient leurs efforts dans une instance parallèle ? Où est la cohérence ?

Le premier résultat est deux crises gouvernementales en Pologne et en République tchèque et des perspectives de nouvelles manifestations pacifiques ici et là. Beaucoup de bruit pour rien ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **POLOGNE** – Le prince Jean, duc de Vendôme, qui vient de fonder une entreprise s'occupant de la promotion du patrimoine culturel français, a effectué une visite d'une semaine en Pologne dans le but de « maintenir, au sein de la Communauté européenne, entre Polonais et Français, un lien que l'histoire a tissé au travers d'événements dramatiques ». Au cours de cette visite il a été reçu, entre autres, par l'ancien président de la République Lech Walesa ainsi que par le cardinal-archevêque de Cracovie Mgr Stanislaw Dziwisz.

♦ **SERBIE** – Le prince Alexandre de Yougoslavie a exprimé le désir de rapatrier les cendres de son père, le roi Pierre II, mort en exil, aux États-Unis, en 1970, pour le faire inhumer au mausolée Saint George, nécropole royale près de Belgrade. Ce projet n'enchantait guère les responsables du monastère de Saint Sava à Libertyville (Illinois) où repose actuellement l'ancien roi dont la sépulture est visitée chaque année par des milliers d'Américains originaires de Serbie. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, en 1941, le roi Pierre II, alors âgé de moins de 18 ans avait chassé le régent Paul qui voulait conclure un pacte avec l'Allemagne nazie et avait été contraint à l'exil après l'invasion de la Yougoslavie par Hitler. Plus tard, le régime communiste de Tito avait confisqué tous ses biens et l'avait forcé à vivre le reste de sa vie en exil.

♦ **BHOUTAN** – Décidée et mise en œuvre par l'ancien roi, Jigme Singye Wangchuck, la transformation du royaume en une monarchie parlementaire est maintenant poursuivie par son fils Jigme Khesar Wangchuck, âgé de 27 ans. Les premières élections parlementaires auront lieu en 2008 et la commission électorale a fixé à quarante-sept le nombre de circonscriptions du pays qui comporte à peu près 600 000 habitants. Les partis politiques, inexistant jusqu'alors, doivent maintenant se constituer, même si ces perspectives nouvelles inquiètent une partie de la population. Car, comme l'écrit l'hebdomadaire *Kuensel* : « *Le Bhoutan n'a pas le choix. Il nous est arrivé une initiative éclairée depuis le trône. C'est maintenant de notre responsabilité de la faire fonctionner. Et nous avons décidé que cela fonctionnerait !* ».

♦ **MAROC** – L'épouse du roi Mohammed VI, la princesse Lalla Salma, a donné naissance le 28 février à une fille, Lalla Khadija, deuxième enfant du roi. Le 8 mai 2003 était né le prince héritier Hassan, du nom du père de Mohammed VI, décédé en 1999. La nouvelle de la naissance d'une princesse a été saluée par une salve de 21 coups de canons retentissant depuis l'esplanade du Méchouar à Rabat. A l'occasion de la naissance de la princesse Lalla Khadija, le Roi a donné ses instructions pour une grâce totale au profit de 8 836 pensionnaires d'établissements pénitentiaires et une remise partielle en faveur de 24 218 détenus. C'est la plus importante grâce depuis celle de 2005 à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Maroc. Mais c'est la première fois que les critères de grâce ont été arrêtés sur la base du mérite et de la considération humanitaire, objectifs qui ont poussé à la création par le Roi, de la Fondation Mohammed VI pour la réinsertion des détenus.

**Royaliste
vous plaît ?**

**Faites-le
découvrir
à un ami !**

Abonnement d'essai :
3 mois = 4 €

En finir avec la repentance coloniale

Sécialiste d'histoire coloniale, auteur d'une thèse sur l'histoire économique de l'Algérie avant l'indépendance, Daniel Lefeuvre est professeur à l'université Paris VIII Saint Denis. Dans un ouvrage récent, il démonte l'argumentation confuse et anachronique de ceux qui voudraient que notre histoire coloniale soit l'occasion d'un perpétuel repentir. Après le débat furieux qui a opposé les avocats de la colonisation et ses détracteurs, il importait de donner la parole à un historien de métier qui ne délivre ni leçons de morale, ni message politique subliminal.

■ **Royaliste : Le passé colonial de la France suscite un vif débat...**

Daniel Lefeuvre : En 1992, dans la revue *Vingtième Siècle*, un des grands historiens de la colonisation, Daniel Rivet, expliquait que le passé colonial s'éloignait de nous et avait perdu tout intérêt - sauf pour les historiens qui désormais pourraient travailler tranquillement. Or, depuis cinq ou six ans, ce débat est sorti des cercles de Français impliqués d'une manière ou d'une autre dans l'histoire de la colonisation : nous voyons qu'il intéresse ou passionne un vaste public.

Mon livre s'inscrit donc dans des enjeux qui sont avant tout politiques, sans que les débats propres à ma discipline en soient pour autant absents.

■ **Royaliste : Quel est l'enjeu politique ?**

Daniel Lefeuvre : Ceux que j'appelle les *Repentants* font de la colonisation le péché originel de la République. Ce péché survivrait dans les institutions actuelles et dans les comportements : les discrimi-

nations fondées sur la couleur de peau seraient l'expression de ce racisme colonial. L'école véhiculerait ce passé colonial, la justice serait coloniale et Pascal Blanchard - l'un de mes *repentants* préférés - estime que l'urbanisme actuel est colonial car on construit des commissariats de police sur les grands axes qui vont de la banlieue au centre-ville...

Il faudrait donc *décoloniser la République* afin de réaliser l'émancipation de ceux qui se désignent comme les *indigènes de la République*.

■ **Royaliste : Et l'enjeu disciplinaire ?**

Daniel Lefeuvre : Pour parvenir à cette écriture repentante de l'histoire de la colonisation, il faut construire une histoire de la colonisation qui puisse répondre à l'objectif qu'on lui fixe. On n'essaie pas de discerner les conséquences du passé colonial sur la réalité présente, on part d'une réalité construite aujourd'hui, d'un passé colonial agissant, pour réécrire l'histoire coloniale. C'est la démarche inverse de celle des historiens !

Tout cela ne serait pas très grave si cette réécriture se faisait dans un cercle étroit de personnes directement intéressées par la colonisation. Mais elle a ses relais médiatiques et l'histoire repentante s'est finalement imposée comme le récit historique de référence.

En toute bonne foi, parce qu'on l'a lu dans la revue *L'Histoire* et dans *Le Monde diplomatique*, on répand dans les lycées et collèges les thèmes majeurs de la repentance : les guerres de la colonisation sont des guerres d'extermination ; l'essor de l'Occident repose sur le pillage des colonies et des pays du Sud ; la main d'œuvre coloniale a reconstruit la France. Toutes ces thèses sont reçues comme des vérités scientifiques.

■ **Royaliste : Sur quels éléments appuyez-vous vos critiques et vos réfutations ?**

Daniel Lefeuvre : Les livres des *Repentants* présentent de graves erreurs méthodologiques qui permettent d'en contester la valeur scientifique.

Première critique : les ouvrages des *Repentants* repo-

sent sur la confusion entre les discours et la pratique. Ils n'écrivent pas l'histoire de notre passé colonial, mais une histoire des représentations du passé colonial de la France. Olivier Le Cour Grandmaison cite des acteurs de la colonisation et toute son argumentation repose sur ces témoignages. Il suffit qu'il trouve la lettre d'un médecin écrivant lors de la conquête de l'Algérie qu'il faut exterminer les Algériens, il suffit qu'un colonel écrive à sa famille qu'il a fait piétiner par ses chevaux les ventres des femmes arabes pour qu'elles ne puissent plus enfanter pour qu'il en conclue à la réalité de cette extermination.

Or le discours ne constitue pas un élément suffisant pour établir des pratiques génocidaires. Ainsi, en juillet 1885, Jules Ferry justifie la politique coloniale, demande le vote des crédits pour une expédition à Madagascar et déclare que « la colonisation est fille de la politique industrielle ». Lénine dira la même chose trente ans plus tard. Comme deux personnages situés aux deux extrêmes disent la même chose, on tient ce discours comme le reflet du réel et on en conclut que les colonies ont été soumises à une exploitation féroce.

Quand on regarde les choses d'un peu près, on s'aperçoit que le discours de Jules Ferry exprime un espoir - qui a été très largement déçu.

Deuxième critique : l'anachronisme, dont Lucien Febvre disait qu'il était le péché mortel des historiens.

Chez les *Repentants*, on trouve cet anachronisme à deux niveaux :

D'une part, ils pensent le passé à partir de catégories morales, mentales et judiciaires actuelles. Les crimes réels que l'armée française a pu commettre dans les colonies ne sont pas appréciés à partir de la culture de guerre de l'époque mais en fonction des crimes commis par les nazis et jugés à Nuremberg. Ce procédé est inacceptable pour un historien.

D'autre part, les *Repentants* jugent la colonisation française comme un tout homogène dans le temps et dans l'espace. Par exemple, en deux pages de *Coloniser, Exterminer*, Olivier Le Cour Grandmaison nous fait voyager sur dix millions de km² et sur une période qui va de 1830 à 1945. Comme si ce qui s'est produit entre 1830 et 1850 en Algérie s'était répété à l'identique en Indochine et en Afrique noire.

Troisième critique : les *Repentants* imposent aux historiens un changement de métier. Faire de l'histoire, c'est étudier le passé pour le connaître et pour tenter de le comprendre. Or on voudrait que l'historien devienne une sorte d'expert appelé à juger les événements. On attend de lui qu'il dise si la colonisation était un bien ou un mal - donc on voudrait l'obliger à plaquer des catégories morales sur ses méthodes de travail. Aujourd'hui, l'historien est tenu de condamner la colonisation. Je pense au contraire que le jugement appartient au citoyen, l'historien s'efforçant quant à lui de faire une mise au point aussi informée et précise que possible.

■ **Royaliste : Procédons à ces mises au point historiques. La colonisation a-t-elle été une succession de génocides ?**

Daniel Lefeuvre : Prenons l'histoire de la conquête de l'Algérie. Gilles Manceron, auteur de *Marianne et les colonies*, affirme que cette conquête a été un *laboratoire du nazisme*. On compare la population algérienne en 1830,

qui compte 3 millions d'habitants, à la population de 1871 qui est tombée à 2 125 000 habitants. Cela voudrait dire que près d'un tiers de la population a été tuée, par divers moyens, notamment les *enfumades* (asphyxie de groupes réfugiés dans des grottes) et les *razzias* qui consistaient à affamer une population rebelle en détruisant les récoltes et le bétail...

Les *enfumades* ne sont pas une courageuse révélation de l'année dernière mais un fait connu à l'époque de la colonisation, dénoncé par la presse et aussi par l'autorité politique. Ces procédés sont évidemment atroces, mais ils n'annoncent pas les chambres à gaz. La culture de guerre de ceux qui ont pratiqué les *enfumades*, c'est la mise à sac du Palatinat par l'armée de Louis XIV, ce sont les massacres de Vendée, ce sont les massacres des troupes napoléoniennes en Espagne.

Le général Bugeaud, par exemple, a fait ses classes dans les armées révolutionnaires et impériales : il parle de *guérilla* tandis qu'un autre officier évoque une *Vendée musulmane*. L'armée française ne se trouve pas confrontée à des troupes régulières, elle ne fait donc pas une *guerre réglée* : elle rencontre la résistance multiforme d'une population en armes, qui défend sa terre, ses coutumes, sa religion ; ces combattants sont traités comme les insurgés de Bretagne, de Vendée et d'Espagne. Le fait que la guerre se déroule en Afrique, face à des Arabes et à des musulmans, ne change rien aux méthodes de répression qui sont utilisées, là comme ailleurs, pour soumettre une population - non pour l'exterminer.

■ **Royaliste : Comment expliquer le déficit démographique ?**

Daniel Lefeuvre : J'ai fait des recherches que vous trouverez exposées dans mon livre. Ma conclusion est que la mortalité s'explique bien sûr par la guerre (qui fait 270 000 morts) mais surtout par les disettes (dues à la sécheresse, aux sauterelles) et les épidémies (choléra, typhus, dysenteries) qui auraient fait entre 500 000 et un million de



■ Illustration pour " le Petit Journal " du 19 novembre 1911 à la gloire de la conquête du Maroc.

morts dans les années 1860. Or les *Repentants* n'évoquent pas ces épisodes désastreux, que l'on ne peut expliquer par les effets indirects de la colonisation : la France exporte massivement des farines vers l'Algérie et les médecins militaires soignent les personnes en proie à la famine et aux maladies.

J'ajoute que la crise démographique qui a frappé l'Algérie s'observe à la même époque en Tunisie et au Maroc qui a perdu un quart de ses habitants. Ce sont bien les faiblesses de l'économie maghrébine qui ont provoqué ces catastrophes.

■ **Royaliste : Les colonies ont-elles favorisé l'économie de la métropole ?**

Daniel Lefeuvre : Dans la balance commerciale de 1885, les matières premières constituent le premier poste déficitaire, avec par ordre d'importance le charbon, le coton, la laine et la soie. L'apport des colonies pour ces matières premières est nul, voire déficitaire.

Sur la longue période, on constate que les colonies fournissent des produits agricoles, des phosphates, du caoutchouc et du bois. Mais il faut souli-

gner que tous ces produits sont fournis à la métropole à des prix très supérieurs au cours mondial : + 12 % pour le caoutchouc, + 40 % pour le vin en 1950. On pouvait acheter ailleurs et pour moins cher des produits qui n'étaient pas indispensables.

Il est vrai que l'Empire français constitue un débouché important et que l'on vend plus cher aux colonies qu'au reste du monde ; mais l'argent qui permettait aux colonies de financer leurs achats à la métropole était pour une bonne part fourni par la métropole. Pour le Trésor, la charge était considérable : entre 1902 et 1962, les transferts nets de fonds vers les colonies représentent sept fois l'équivalent du plan Marshall.

Des Français se sont enrichis aux colonies mais les colonies n'ont pas enrichi la France. Au contraire, c'est après la décolonisation que la France a connu une croissance rapide.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

■ Daniel Lefeuvre - « *Pour en finir avec la repentance coloniale* », Flammarion, prix franco : 19 €. [Achat en ligne](#)

Pensées sur la Chine

Passé, présent et avenir de la Chine se lisent dans la forme des villes, détruites et reconstruites selon un processus qui mérite de fines analyses.

Deux Français qui s'intéressent à la Chine depuis un quart de siècle se rencontrent et conversent à partir d'un centre d'intérêt commun : la ville. Professeur à l'École nationale d'architecture, Jean-Paul Dollé développe de livre en livre une philosophie de l'urbanité. Philippe Jonathan est architecte et urbaniste.

Le premier, maoïste à l'époque de la révolution culturelle, a d'abord connu la Chine par son Grand Timonier. Le second a rejoint l'université d'architecture de Pékin au début des années quatre-vingt. Deux expériences très différentes qui se confrontent pour tenter de comprendre cette évolution historique inattendue : au nom du marxisme et sous l'icône du président Mao, le Parti communiste chinois maintient une dictature de fer pour réaliser, mieux et plus vite que d'autres, le « passage au marché ».

Le capitalisme et le communisme nous paraissent trop contradictoires pour que la conciliation soit longtemps tenable. Mais le phénomène a lieu en Chine et Jean-Paul Dollé montre que les Chinois pensent que l'Histoire n'est pas une suite d'antagonismes et d'exclusions mais un processus qui se déroule dans le temps long : relativement prévisible, il permet négociation et adaptation.

Cela ne signifie pas que les choses se passent dans la

douceur. Philippe Jonathan montre que les vieilles villes historiques – Pékin, Shanghai – sont des mirages : elles ont été largement détruites (il reste 2 % du vieux Pékin) et reconstruites selon les prescriptions du communisme (abattre le féodalisme) et du capitalisme (rationaliser et rentabiliser) dans le parfait mépris des conditions de vie et de travail de populations gérées comme des stocks.

Cette société absolument étrangère au monothéisme et à tout principe transcendant est-elle la mieux à même de s'adapter au monde des flux pour en tirer le meilleur parti en termes de compétitivité et de puissance ?

Faut-il s'attendre à une révolution démocratique qui précéderait des très nombreux mouvements de révolte qui secouent le pays ? La Chine est-elle encore le pays des possibles ou, déjà, un pays en train de se perdre dans le nihilisme par volonté de toute-puissance ?

En soixante-treize pages, les questions essentielles sont débattues par Jean-Paul Dollé et Philippe Jonathan avec une intelligence aiguë d'un mouvement de l'histoire qui reste énigmatique. Il faut que leur conversation continue.

Yves LANDEVENEC

📖 (1) Jean-Paul Dollé, Philippe Jonathan – « *Conversation sur la Chine entre un philosophe et un architecte* », Éditions de l'Aube, 2007, prix franco : 9 €. [Achat en ligne](#)

Renaissance de la Russie

De numéro en numéro, *La Revue* confirme ses qualités : exploration de territoires peu connus, superbe iconographie et, surtout, publication d'analyses qui échappent aux habituels clichés sur les grandes puissances.

A *La Revue*, le non-conformisme n'est pas une esthétique ni un effet d'annonce. On choisit, dans la plupart des cas, des journalistes et des spécialistes qui ont effectivement travaillé sur les pays dont ils parlent, et des voyageurs qui les ont vraiment visités.

Nous avons eu, dans de précédents numéros, d'excellents articles sur les États-Unis (Yves La Marck, Emmanuel Todd), sur la Mongolie, sur la Corée du Nord. Le septième numéro présente un dossier complet sur l'Inde avec notamment une présentation par Christophe Jaffrelot de *La révolution tranquille* qui se déroule dans le pays et d'utiles réflexions sur ce qu'on appelle aux États-Unis le *modèle indien*.

Retenons aussi l'intéressant portrait, brossé par Samy Ghorbal, d'Ali Khamenei, le vrai maître de l'Iran : « *pendant qu'Ahmadinejad amuse la galerie, le grand ayatollah qui a succédé, en juin 1989, à l'imam Khomeini comme Guide suprême de la République islamique, arbitre, tranche et fixe la conduite à tenir, aussi bien en politique intérieure qu'en politique étrangère* ». C'est lui, le chef des Armées, qui s'occupe directement du dossier nucléaire...

La Russie, enfin, paraît sous un autre jour que celui présenté, dans l'hystérie et la méconnaissance, par le quarte-ron des anciens gauchistes raliés au président Bush. Chris-

tine Zeytounian-Beloüs décrit avec mesure les Années Poutine dans un article riche d'informations. Lui succède le dialogue, établi par Bertrand Renouvin, entre Jacques Sapir et Emmanuel Todd. La discussion entre l'économiste et le démographe, qui partagent la même vision politique, éclaire tous les aspects de la renaissance russe.

Reconstruction de l'économie nationale par l'action déterminée de l'État, qui est replacée dans sa dynamique historique, sortie de l'anomie (les Russes retrouvent le moral) qui permet d'espérer un redressement de la situation démographique, reconquête de l'influence russe dans l'ancien monde soviétique, réassurance salutaire - pour la Russie et pour nous-mêmes - à l'hégémonisme américain.

Pour Jacques Sapir, « *la cohérence de Vladimir Poutine en fait l'un des plus grands dirigeants de l'histoire russe* ». Sa politique de redressement national et d'alliance avec l'ouest-européen sera poursuivie après son départ : dès juin prochain, il faudra veiller à ce que nos liens avec Moscou ne se relâchent pas. Les analyses de Jacques Sapir et d'Emmanuel Todd sont à étudier par tous les candidats.

Jacques BLANGY

📖 (1) *La Revue*, bimestriel international, n° 7, mars/avril 2007, prix franco : 6 €. En vente en kiosques (codification NMPP : 08183) – Site internet : www.jeuneafrique.com/revue [Achat en ligne](#)

La France, selon Max Gallo

Il y a chez Max Gallo la même passion amoureuse, fière et contagieuse, inquiète et assurée que chez Charles de Gaulle, pour une France dont les morsures des temps ne sauraient tuer l'âme. Cette passion ne cesse de se nourrir d'une investigation historique où la France se révèle comme la plus inépuisable des sagas, un réservoir de héros et de saints, une épopée jamais interrompue. Et pour faire partager sa passion, l'historien-romancier s'est depuis longtemps attelé à une œuvre titanesque, qui relève d'une puissance hugolienne, renforcée encore par une ambition à la Michelet et à la Dumas. C'est une bibliothèque entière qu'il nous a déjà donnée et rien n'indique qu'il s'arrêtera dans une entreprise qui ne semble pas avoir de terme. Parfois, Max Gallo s'accorde une respiration pour faire le point, établir un bilan dans un livre de synthèse. C'est ainsi qu'il nous offre aujourd'hui son histoire de France, qui relève d'une intention tout à fait pédagogique, la campagne présidentielle constituant le moment privilégié d'une mise en perspective et d'une réflexion sur ce qu'est une nation et sur l'âme qui la fait vivre.

En exergue du livre trois citations sont particulièrement bien venues, Renan rappelant la valeur du passé, Marc Bloch l'unité de la France du sacre de Reims et de la fête de la Fédération et Jacques Bainville cette vérité première : « *Le peuple français est un composé, c'est mieux qu'une race, c'est une nation.* » Une nation et non « *un conglomerat de communautés, d'ethnies, de régions, de partis politiques.* » C'est pour mieux l'illustrer que Max Gallo s'est engagé dans ce qui représente un autre tour de force : résumer quelques vingt siècles pour en faire ressortir l'essentiel, jamais au prix de la complexité des événements, du tragique des situations, du caractère frontal des oppositions qui peut mener à la guerre civile. En ce sens, on est assez près de Bainville sans égaler son génie de la concision, mais avec la même manière sûre qui permet de détecter les fils conducteurs sans se perdre dans l'écheveau des séries causales. Max Gallo est assez précis dans le rappel des faits pour ne jamais nous égarer dans les brouillards des reconstructions téméraires et assez perspicace pour nous faire entrer dans l'intelligibilité d'un destin qui fait sens au-delà des actuelles batailles pour désarticuler et déshonorer le récit national.

Bien sûr, on pourra objecter sur tel ou tel point, trouver trop de sévérité à l'égard de Louis XIV et pas assez de justice à l'égard de Louis XVI, regretter une excessive rapidité à propos des débats idéologiques du XIX^e siècle. Mais c'est le risque du genre, et au demeurant il y a trop

d'énigmes et de sujets de division au cours des siècles pour qu'en tout temps et en toute occasion un observateur éclairé puisse avoir le point de vue d'éminence parfaitement juste. Max Gallo a d'ailleurs beaucoup évolué sur certains points. Nous l'avons connu tributaire assez intransigeant d'une historiographie classique de la Révolution française. Il est évident qu'il n'a plus la même vision qu'il y a vingt ans, mais je ne suis pas sûr que pleine justice soit rendue à François Furet dont le travail n'est pas réductible à une mise en relation de Robespierre et de Lénine. De même, on peut estimer que notre analyste réduit la signification de Mai-68 à un modèle américain qui n'épuise pas la profondeur d'un phénomène où Clavel discernait un basculement métaphysique jouant pour le meilleur et le pire.

Mais cette critique est aisée alors qu'il conviendrait d'admirer l'ensemble de l'entreprise et la maîtrise qui permet pareille traversée des longues distances et qu'il serait plus judicieux de s'interroger sur la leçon générale qui s'en dégage. Pour Max Gallo, la France n'est pas seulement notre

passé, notre avenir n'ayant de visage qu'européen. C'était la formule de François Mitterrand qu'il récuse avec la même conviction qu'il dénonce l'abandon de l'ambition gaullienne et la réduction du projet politique à des ambitions politiciennes. Et c'est avec une particulière inquiétude que l'historien constate l'actuelle déstabilisation de la conscience nationale au travers d'un procès sans cesse renouvelé à l'égard d'une nation désormais incapable d'échapper au réquisitoire permanent : « *L'anachronisme, destructeur de la complexité contradictoire de l'histoire nationale, est aussi à l'œuvre, dessinant le portrait d'une Marianne criminelle au détriment de la vérité historique. Dans cette vision post historique de la France, l'État et la communauté nationale sont des oppresseurs à combattre, à châtier, à détruire. Il faut, dit-on, dénationaliser la*

France. Restent des communautés, chacune avec sa mémoire, s'opposant les unes aux autres, faisant éclater la mémoire collective, la mémoire nationale, le mythe réputé mensonger. »

Autant dire que l'effort multiséculaire par lequel s'est constituée cette communauté historique qui a nom *nation* est combattu avec toutes les énergies disponibles au profit de la dispersion ethnique communautariste. Il est de bons apôtres pour euphémiser ce processus de destruction, en alléguant la caducité irréversible du modèle national désormais remplacé par une construction européenne qui aurait tous les avantages, le premier étant précisément de nous libérer d'une histoire criminelle et criminogène. Je me permets d'affirmer que c'est une illusion funeste. L'Europe ne parviendra pas à restaurer une unité détruite à l'échelon des nations. C'est pure mythologie que de croire qu'elle remplacera la mission et la fonction des souverainetés détruites. Il y a d'ailleurs erreur totale de perspective et d'analyse, bien soulignée par Marcel Gauchet, dans le fait de penser que la paix européenne a été imposée aux nations par la communauté qui s'est créée après-guerre. Ce sont les nations qui ont conçu un pacte durable de paix. Leur destruction, loin de solidifier l'unité européenne la rendrait problématique. Et le mythe européen ne résisterait pas dix ans à l'explosion ethnico-religieuse ainsi qu'au déni meurtrier de nos histoires fondatrices.

Max Gallo - « *L'âme de la France – Une histoire de la nation des origines à nos jours* », Fayard, prix franco : 23 €. [Achat en ligne](#)

par Gérard Leclerc



Et vous trouvez ça drôle ?

Drôle ? Franchement, oui. Sans restriction. Le livre signé d'Albert Algoud et de Pascal Fioretto, vous permettra de passer un bon moment. Les aventures du couple improbable formé par Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy sont désopilantes.

Au-delà de la farce, il y a aussi quelques profondeurs dans cet ouvrage exempt de méchanceté gratuite, fort bien documenté et qui, au fond, donne une image très juste des deux personnages et de leurs ressorts psychologiques. On y voit un Sarkozy sentimental au possible et, en tout état de cause, bien éloigné de l'image de dur dont il veut se parer à coup de com'. Royal n'est pas en reste non plus et donne là une vraie bonne mesure de sa personnalité.

Deux mots de l'intrigue. Il s'agit de mettre la main sur un talisman sensé protéger la République et dont l'influence bénéfique diminue à chaque utilisation, genre peau de chagrin de Balzac. En plus de cela, une malédiction pèserait sur l'Élysée et tout occupant qui n'a point eu le secours du susdit gri-gri a tragiquement terminé sa carrière. Un vieux sénateur (vraiment) hors d'âge, puisé né sous Louis XV, ardent révolutionnaire, décide de confier à ce duo, a priori peu fait pour s'entendre, cette mission délicate et dangereuse.

Là où ça nous parle, c'est que le même objet est convoité par une espèce d'organisation secrète, de royalistes *survivantistes* menée par un descendant de Louis XVII, sorte de monarque d'opérette assez déjanté et passablement hors du coup, nanti d'un chambellan, dévoué mais peu

doué et influencé par un ecclésiastique qui répond au nom d'abbé de Mantes... Cette organisation a un relais dans le gouvernement dont je vous laisse le plaisir de la découvrir au fil des pages. S'y ajoute, l'intervention d'une dame de courte vertu qui s'intitule *putain de la République* de mère en fille et se nomme, je vous le donne en mille : Marie-Anne de Vieuxjoncourt (si !).

Pour les deux protagonistes, il va s'agir d'un jeu de piste qui se déroulera dans des conditions rocambolesques. Mais de distante et d'un peu âpre, leur relation va évoluer vers une franche collaboration qui donnera des fruits à compter du moment où chacun des deux saura apporter à l'atelage ce qu'il a de mieux.

C'est agréable, bien écrit, enjoué et prenant du début à la fin. Les dialogues sonnent juste y compris dans la composition du langage de quelques intervenants, genre Cécilia Sarkozy. Dernier mot, rares sont les livres, même se voulant drôles, qui s'achèvent sur un franc éclat de rire, et je vous le promets quand je vous dirais que le *Roi* est nanti d'un fils qu'il maudit parce que fort éloigné de lui et dont vous découvrirez le nom à la dernière ligne.

Pascal BEAUCHER

Albert Algoud & Pascal Fioretto - « *Le pacte secret* », Albin Michel, prix franco : 22 €. [Achat en ligne](#)

Journaliste en campagne

Culture Matin, Pot-au-feu, Travaux Publics, qui n'est parfois tombé sur ou ne s'est carrément abonné à l'une des émissions sur France Culture de Jean Lebrun ?

Ambiance Académie, bistro ou hall de gare, cette salle des pas perdus de l'échange radiophonique s'offre parfois des luxes empruntés à ces dames de Scudéry ou Lafayette. Même sur les tabourets de traite d'une étable auvergnate, dans un hall de supermarché, sur un parvis de basilique, c'est le dernier salon où l'on cause, la dernière station où le monde-come-il-va avertit qu'il va vous sauter à la fiolle. C'est *intelligent* - au sens étymologique *inter-ligens* - et jusqu'au bout des doigts, comme un artisan qui fait dans la finesse, et c'est attentif à la rumeur de monde sans s'y commettre. Jean Lebrun est le scout du sujet affleurant, le sioux de l'intervenant original, le glaneur de la parole nomade, et c'est ainsi qu'il nomme le journal de marche qu'il nous dédie : *Journaliste en campagne*.

Rien de plus naturel que l'ambiguïté de sa posture. On ne sait pas s'il est là en visite chez vous ou s'il vous reçoit, s'il partage l'opinion du locuteur ou va le jeter aux rats ; on sait seulement qu'il bat la campagne ou plutôt les bois comme un rabatteur qui débusque le gibier des lisières où la haie de chasseurs à l'affût ne l'attendait pas. Souvent dans son *talk-show*, comme on dit dans les vaines lucarnes, il y a des moments où le silence retombe comme une approbation du ciel - la rosée du Juste ou la manne qui ne se garde pas mais s'évapore...

Bref, cet homme de média, qui fait tout pour n'être qu'un fluide entre les personnes et vous file mercurien entre les pattes, on n'est pas fâché, pour un coup, de le tenir par le micro, par la plume, et de lui filer une brave parole ou deux. Parce qu'avec lui, pas de bassesse à craindre : il sait bien que demain, faudra se méfier quand même. De soi.

C'est ici l'occasion de mieux le connaître : ses études d'histoire à l'ombre d'Henri-Irénée Marrou et d'Alphonse Dupront, son essai d'enseigner et, à partir de *La Croix*, ses trajets de journaliste. Le voyage, il ne se définit désormais que par cela : l'attention *débridée* qu'il braque sur les situations les plus diverses et la condition des êtres qui s'y meuvent où en crèvent... Il fait allusion (p. 59) à l'étrange et mystérieux moment que nous avons passé à l'ombre de Saint-Denis, la veille de la sépulture du cœur de Louis XVII : sur la terrasse, un slameur fraternel du 9-3, une amie peintre, deux camarades politiques, et un petit groupe de protestataires du DAL chantant l'*Internationale* contre l'enfant-roi ! Formidable condensé du siècle ! Et Jean Lebrun passait de table en table dans ce bistro olympien avec un regard d'aigle sur la *rose-des-vents* de la France, en ce jour-là de l'histoire... Car j'oubliais de le dire, l'homme est un amoureux de la France. Ça ne s'invente pas.

Luc de GOUSTINE

Jean Lebrun - « *Journaliste en campagne* », Bleu autour, prix franco : 11 €. [Achat en ligne](#)

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

► Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.

► Sacré cœur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 21 mars** - Président de *Debout la République*, **Nicolas DUPONT-AIGNAN** a démissionné de l'UMP et se présente à l'élection présidentielle. Nous accueillons donc parmi nous « **Un gaulliste en campagne** ». Il ne s'agira pas d'une classique réunion électorale : nous souhaitons, de part et d'autre, une discussion approfondie sur des thèmes qui sont rarement abordés par les candidats qui occupent le devant de la scène médiatique : institutions de la V^e République ; politique extérieure ; défense nationale ; sortie de l'OTAN ; projet européen et plus particulièrement la politique monétaire, la politique indus-

trielle et les relations avec la Turquie...

Ce débat est d'autant plus nécessaire que la Nouvelle Action royaliste, traditionnellement proche du gaullisme authentique, se distingue sur certains points du programme présenté par Nicolas Dupont-Aignan. L'examen des accords et des désaccords nous permettra d'envisager, au-delà de la campagne présidentielle, l'avenir du gaullisme comme tradition de pensée et comme mouvement politique.

● **Mercredi 28 mars** - **Vincent MEYLAN** est journaliste, chef du service *Royautes et Histoire* à *Point de Vue*. Pendant trois ans, il a mené une « **Contre-enquête sur le comte et la comtesse de Paris** ». Il a interrogé leurs enfants, leurs familiers, de très nombreux témoins, exploré des archives privées, retracé l'histoire de la fortune du défunt chef de la Maison de France qui a fait l'objet d'innombrables rumeurs et alimenté bien des polémiques...

Le résultat de l'enquête est d'un très grand intérêt, pour les royalistes et pour tous ceux qui s'intéressent aux personnages qui doivent assumer un héritage historique et sont engagés dans la politique tout en étant confrontés aux

problèmes privés et intimes de tout un chacun. Le portrait psychologique du défunt comte de Paris est remarquable, la personnalité de la comtesse de Paris est fort bien mise en lumière et bien des aspects de la vie de cette famille hors du commun seront dévoilés par notre invité.

● **Mercredi 4 avril** - L'œuvre de François Furet constitue un apport décisif dans l'historiographie de la Révolution et a beaucoup compté dans l'aventure intellectuelle de la Nouvelle Action royaliste. Nous avons participé avec ardeur aux débats suscités par *Penser la Révolution française* et nous avons accueilli François Furet à nos réunions du Mercredi, dans les colonnes de *Royaliste* et dans celles de *Cité*. Nous n'étions pas moins attentifs à ses réflexions sur le communisme et sur la société française.

Disciple de l'historien trop tôt disparu, historien lui-même et auteur d'ouvrages majeurs sur la monarchie d'Ancien régime et sur la Révolution, **Ran HALÉVI** évoquera pour nous « **François Furet dans l'atelier de l'Histoire** ». Portrait personnel d'un homme discret, réflexion sur la portée de son œuvre, retour sur l'itinéraire politique d'un ancien militant communiste qui ne cessa de s'interroger sur cette idéologie, description d'un type d'intellectuel français qui intervenait dans les débats contemporains adossé à son œuvre et sans se soucier de sa surface médiatique, les thèmes développés par Ran Halévi sont à tous égards passionnants.

ILE DE FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France vous invite à une réunion le samedi 24 mars de 16h à 17h30 dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs. Après le Congrès de la NAR, l'on fera une analyse de la situation politique et l'on examinera les différentes perspectives.

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Alors n'hésitez pas à faire connaître le journal à vos amis. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc vo-

tre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 4 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pédagogie républicaine

En cette période de confusion, il faut garder à l'esprit la formule de Claude Nicolet : « *La République est une pédagogie* » (1). Le respect de la *res publica*, le souci du bien commun, la soumission à la règle de droit, l'intelligence de la Constitution – tout cela s'enseigne. Pas seulement à l'école et à l'université : le peuple tout entier doit pouvoir être enseigné et renseigné.

En ce sens, la *res publica* n'est jamais élitiste : les militants, les journalistes, les chefs de parti, les intellectuels, les candidats doivent, chacun à sa manière, selon son métier ou sa tradition, sans cacher ses intérêts et ses ambitions, prendre part à la tâche commune.

Il y a une pédagogie par l'exemple : celle du ministre qui n'exerce pas sa fonction en couple, celle du chef d'État qui respecte les décisions du suffrage universel.

Il y a une pédagogie du discours : Jean Jaurès, Léon Blum, Pierre Mendès-France, Charles de Gaulle défendaient leurs idées tout en élevant les esprits.

Il y a une pédagogie de la confrontation : aussi violentes soient-elles, les grandes polémiques deviennent, après coup, des chefs d'œuvre de la littérature politique.

Il y a une pédagogie dès qu'il y a une expression d'une conviction, désir de communiquer une vérité sans doute partielle ou partiale mais inspirée par un idéal raisonné.

Cette exigence pédagogique est niée depuis une trentaine d'années : les marchands de sondages et les communicants ont pu dé-

truire l'enseignement de la *res publica* parce qu'il y avait crise de la vérité et rejet de l'autorité. La pensée et la parole publique pouvaient dès lors être facilement manipulées jusqu'à l'insignifiance.

C'est ainsi que nous sommes aujourd'hui les auditeurs impuissants et furieux de discours qui dépassent en malfaisance la démagogie ordinaire. Les principaux candidats, trahissent chaque jour la lettre et l'esprit de la V^e République. Incapables d'inven-



ter une « sixième république », ils ont créé une invraisemblable fiction institutionnelle, présidentialisée et caricaturalement monarchique. A les entendre, le président de la République décide de tout, immédiatement, avec l'assentiment des militants d'un parti où l'on mime la démocratie dans le culte effréné du chef ou de la cheftaine.

Ségolène Royal a joué à la « démocratie participative » pour prendre le pouvoir au sein du Parti socialiste mais c'est le discours d'une autocrate que nous entendons depuis le début de la campagne : « *Je lancerai tout de suite les emplois-tremplins. Je dispose d'un levier majeur, les régions...* ». Parmi les autres

priorités de la future (?) présidente, la préparation de la rentrée scolaire, une loi sur la violence faite aux femmes et sur l'accès gratuit des jeunes à la contraception – comme si elle était chef du gouvernement et dirigeait les principaux ministères. La candidate socialiste ne parle pas autrement que Jacques Chirac, qui avait donné la priorité à la lutte contre le cancer et contre les accidents de la circulation.

Nicolas Sarkozy est dans la même logique lorsque, en pleine contradiction avec les discours gaullistes que lui rédige Henri Guaino, il dévide son programme ultra-libéral et annonce « *le contrat de travail unique inspiré du CNE* » et autres mesures de régression sociale.

François Bayrou invoque l'arbitrage, mais il annonce qu'il créera un nouveau parti – dans le mépris radical de la fonction présidentielle.

On nous rétorquera que tout cela n'est que manière de dire – toutes les décisions des candidats supposant, bien entendu, l'élection d'une majorité parlementaire conforme à leur désir. Mais point de déclarations, quant à cette hypothèse implicite. On affirme que François Bayrou n'aurait pas de majorité s'il entrait à l'Élysée, mais il est tout à fait possible que l'élection de Nicolas Sarkozy provoque une réaction en faveur de la gauche et une cohabitation qui paralyserait le nouveau président. Il n'est pas impossible non plus que, Ségolène Royal étant élue, la coalition des députés de gauche soit trop faible pour qu'un gouvernement ségoléniste soit durablement investi.

La V^e République est un régime parlementaire. Les élections législatives ont lieu les 10 et 17 juin. Il serait temps que les Français soient clairement informés des situations de crise qui pourraient en résulter.

Bertrand RENOUVIN

(1) Claude Nicolet, *Histoire, Nation, République*, Odile Jacob, 2000.